

**CABINET DU MINISTRE**  
Sous-direction des cabinets

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION**

**Marché passé en application des articles L. 2123-1, R. 2123-1 et R. 2123-4 du code de la commande publique.**

**Procédure : Marché passé selon une procédure adaptée**

**DOSSIER N° CABSDC2024-02**

Nom et adresse de l'organisme acheteur

Ministère des armées Sous-direction des cabinets	<i>Adresse : 14, rue Saint-Dominique - 75007 PARIS</i> <a href="mailto:charlotte.delelis@intradef.gouv.fr">charlotte.delelis@intradef.gouv.fr</a> <a href="mailto:bruno2.barge@intradef.gouv.fr">bruno2.barge@intradef.gouv.fr</a> <a href="mailto:severine.damprobe@intradef.gouv.fr">severine.damprobe@intradef.gouv.fr</a> Tél. : 01.86.69.10.19 / 01.86.69.01.17
---	--

<b>Objet du marché</b>	<b>Fourniture de végétaux au profit des espaces verts de l'Hôtel de Brienne.</b>
<b>Code CPV principal</b>	<b>03450000 : Produits de pépinière.</b>
<b>Date et heure limite de remise des offres</b>	<b>Vendredi 30 mai 2025 à 12h00</b>

Type de marché ou de l'accord-cadre : Travaux ☐ Fournitures ☒ Services ☐

Forme

☐ Marché public :

☐ Marché simple

☐ Marché fractionné à tranches

☒ Accord-cadre :

☒ Mono-attributaire

☐ Multi-attributaire

☒ A bons de commande (dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique)

Forme des marchés subséquents (dans les conditions fixées aux articles R. 2162-7 à R. 2162-12 du code de la commande publique) :

☐ Marchés simples

☐ A bons de commande

Allotissement : oui ☐ non ☒

## **Article 1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE**

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture de végétaux au profit des espaces verts de l'Hôtel de Brienne.

## **Article 2. DUREE D'EXECUTION**

Le présent accord-cadre est conclu pour une période de douze (12) mois à compter de sa date de notification.

Il pourra être prorogé trois (3) fois pour une période de douze (12) mois par reconduction tacite sans que sa durée totale ne puisse excéder quarante-huit (48) mois.

## **Article 3. NEGOCIATION**

En application de l'article R.2123-5 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à la négociation, en se réservant toutefois la possibilité d'attribuer le marché public sur la base des offres initiales sans négociation.

Sous réserve d'un nombre suffisant d'offres, le nombre d'opérateurs économiques admis à la négociation, le cas échéant, est fixé à trois (3), soit les trois (3) meilleures offres du classement initial.

## **Article 4. CONDITION D'ACCEPTATION DES VARIANTES**

Les variantes ne sont pas autorisées.

## **Article 5. PRESENTATION DES CANDIDATURES**

### **5.1 Contenu du dossier à remettre**

En application des articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du code de la commande publique, le candidat doit produire à l'appui de sa candidature :

- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 et L. 2141-7 à L. 2141-11 notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail;

- d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès de celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;
- d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès soit gratuit.

### 5.3 Modalités de vérification des conditions de participation

Conformément l'article R. 2144-1, l'acheteur vérifie les informations qui figurent dans la candidature, y compris en ce qui concerne les opérateurs économiques sur les capacités desquels le candidat s'appuie. Cette vérification est effectuée dans les conditions décrites aux articles R. 2144-3 et R. 2144-4 :

- La vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats peut être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché public ;
- L'acheteur ne peut exiger que du seul candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché qu'il justifie ne pas relever d'un motif d'exclusion de la procédure de passation du marché.

## Article 6. PRESENTATION DES OFFRES

Chaque candidat doit présenter une offre contenant les documents suivants :

- **L'acte d'engagement (AE) n°CABSDC2024-02**, dûment complété, daté et signé par une personne habilitée à engager la société.

Nota : En aucun cas l'acte d'engagement n°CABSDC2024-02 ne doit être modifié sous peine d'entraîner l'irrégularité de l'offre au sens de l'article L. 2152-2 du code de la commande publique. Il doit impérativement être daté et signé par une personne ayant qualité pour engager la société. Un pouvoir devra, le cas échéant, être fourni afin de justifier de la capacité du signataire.

### ▪ Annexe financière

Les prix unitaires doivent être uniquement indiqué dans cette annexe et non dans l'offre. L'offre de prix indiquée à l'annexe ne doit pas être accompagnée de conditions de ventes particulières. Si l'offre y fait référence, ces dernières seront frappées de nullité juridique.

- **La proposition technique** reprenant les stipulations des documents du dossier de consultation des entreprises, et notamment du cahier des clauses particulières et des critères de sélection des offres.

L'offre technique est un mémoire qui précise les dispositions prises et les moyens utilisés pour répondre au besoin. La forme du document est libre. La proposition technique devra, notamment, préciser l'ensemble des éléments indiqués à l'article 4 du CCP n°CABSDC2024-02.

## Article 7. CONDITION DE REMISE DES PLIS – FORME ET TRANSMISSION DU DOSSIER A REMETTRE

### 7.1 Transmission par voie électronique

L'administration impose le mode de transmission électronique sur la Plateforme des achats de l'Etat via le portail [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) pour la remise des offres.

Le candidat potentiel a accès sans formalité au dossier de consultation des entreprises et, sous réserve de disposer d'un certificat électronique, est en mesure de soumissionner sur cette consultation.

Les candidats sont invités à consulter le guide pratique de la dématérialisation des marchés publics librement consultable sur le site du ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/nouvelle-edition-des-guides-tres-pratiques-de-la-dematerialisation-des-marches-publics> (voir rubrique les guides).

### 7.2 Forme du dossier à remettre par voie électronique

Le candidat doit remettre lors d'une seule transmission électronique, un fichier électronique comprenant les documents relatifs à la candidature et à l'offre. Le fichier comportera plusieurs documents électroniques.

Le fichier ou "enveloppe virtuelle" doit comporter les mentions suivantes :

Candidature et offre de l'opérateur économique ..... (Nom de l'opérateur économique)

- Nom du candidat ;
- Marché n°CABSDC2024-02 ;
- Date limite de réception des offres.

#### 7.4.1 Les exigences relatives aux certificats de signature de l'opérateur économique

Au certificat de signature électronique doit entrer dans au moins l'une des deux catégories suivantes :

- (1er cas) certificat délivré par une autorité de certification française ou étrangère répondant aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS),
- (2ème cas) certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur (eIDAS).

Les certificats de signature électronique sont commercialisés par des prestataires de services de confiance qualifiés définis. La liste publiée par l'ANSSI, pour la France, facilite la prise de connaissance des prestataires : <https://www.ssi.gouv.fr/administration/visa-de-securite/visas-desecurite-le-catalogue/>

##### 1<sup>er</sup> cas : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue"

Le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

[www.references.modernisation.gouv.fr](http://www.references.modernisation.gouv.fr)

[http://ec.europa.eu/information\\_society/policy/esignature/eu\\_legislation/trusted\\_lists/index\\_en.htm](http://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/eu_legislation/trusted_lists/index_en.htm)

<http://www.industrie.gouv.fr/tic/certificats>

Dans ce cas, aucun justificatif n'est à fournir.

##### 2ème cas : Certificat délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS

La plateforme de dématérialisation « PLACE » accepte tous certificats de signature électronique. L'opérateur économique doit transmettre gratuitement à l'acheteur tout document permettant de vérifier la validité de sa signature et l'intégrité des pièces fournies.

Le signataire transmet les informations suivantes :

- La procédure permettant la vérification de la qualité du certificat de signature utilisé (preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...). Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation ;
- L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

#### 7.4.2 Outil de signature

L'opérateur économique utilise l'outil de signature de son choix.

- 1er cas : l'opérateur économique utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État PLACE.

Dans ce cas, aucun mode d'emploi (ou information) n'est à fournir.

- 2ème cas : lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

1) Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES (dans ce dernier cas, veiller à ne pas cocher l'option « verrouiller le document après signature » en fin de procédure) ;

2) Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement. Dans ce cas, l'opérateur économique indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant notamment :

- Le lien sur lequel l'outil de vérification de signature peut être récupéré, avec une notice d'explication et les prérequis d'installation (type d'exécutable, systèmes d'exploitation supportés, etc.). La fourniture d'une notice en français est souhaitée (le cas échéant une traduction en français) ;
- Le mode de vérification alternatif en cas d'installation impossible pour l'acheteur (contact à joindre, support distant, support sur site, etc.).

En cas de difficulté rencontrée sur la plate-forme des achats de l'État (PLACE), un ticket devra être créé dans le menu FAQ et Support en ligne. Une fois le ticket créé, une assistance sera mise à disposition des entreprises au 01.53.18.90.00

## **Article 10. OUVERTURE ET EXAMEN DU DOSSIER REMIS PAR LE CANDIDAT**

Les renseignements et documents fournis dans le dossier seront analysés par le pouvoir adjudicateur qui retiendra ou rejettera les candidatures et les offres reçues.

### **10.1 Analyse des candidatures**

Conformément aux articles R. 2144-2, R. 2144-3, R. 2144-4, R. 2144-6 et R. 2144-7 du code de la commande publique, l'acheteur qui constate que des pièces ou informations dont la présentation était réclamée au titre de la candidature sont absentes ou incomplètes peut demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié et identique pour tous.

L'acheteur peut demander au candidat de compléter ou d'expliquer les documents justificatifs et moyens de preuve fournis ou obtenus.

Si un candidat ou un soumissionnaire se trouve dans un cas d'exclusion, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par l'acheteur, produit, à l'appui de sa candidature, de faux ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par l'acheteur, sa candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé.

Dans ce cas, lorsque la vérification des candidatures intervient après la sélection des candidats ou le classement des offres, le candidat ou le soumissionnaire dont la candidature ou l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires. Si nécessaire, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des candidatures recevables ou des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont inappropriées, irrégulières ou inacceptables.

Si une candidature n'est pas admise, le candidat en est informé.

### **10.2 Analyses des offres et critères d'attribution**

#### ***10.2.1 Analyse des offres***

En application des articles L. 2152-1 à L. 2152-4 du code de la commande publique, l'acheteur vérifie que les offres qui n'ont pas été éliminées en application de des articles R. 2143-2 et R. 2151-5 du code de la commande publique sont régulières, acceptables et appropriées.

Les offres irrégulières, inacceptables ou inappropriées sont éliminées.

Le marché est attribué au candidat ayant présenté l'offre économiquement la plus avantageuse, appréciée en fonction des critères énoncés ci-après et de leur pondération.

#### ***10.2.2 Critères d'attribution***

L'évaluation des offres sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R. 2152-6, R. 2152-7 et R. 2152-11 du code de la commande publique.

La note totale pour chacun des candidats sera obtenue par la formule suivante :

**Note totale sur 100 = note technique pondérée sur 60 + note financière pondérée sur 40**

Les offres seront analysées à partir des critères indiqués ci-dessous, et pondérés de la manière suivante :

#### **I / La qualité de la proposition technique (60 points) :**

Sous-critère 1 : pratique(s) culturelle(s) : 15 points

Sous-critère 2 : conditionnement et stockage : 15 points

Sous-critère 3 : performance(s) en matière de protection de l'environnement (Ecolabels, produits bio, recyclage, mode de livraison) : 15 points

Sous-critère 4 : modalités de livraison et en particulier la réactivité (délais, moyens, etc.) 10 points

Sous-critère 5 : traçabilité : 5 points

## **Article 12. DIVERS**

### **12.1 Groupement d'opérateur économique**

En application de l'article R. 2142-20 du code de la commande publique, la forme du groupement n'est pas imposée.

Le groupement est conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché.

Dans le cadre de la présente consultation et en application de l'article R. 2142-21 du code de la commande publique, les candidats ne peuvent pas présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

En application de l'article R. 2142-23 du code de la commande publique, les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement. Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

### **12.2 Modalités essentielles de financement**

Le mode de règlement choisi par la personne publique est le virement par mandat administratif.

Le financement est assuré exclusivement par des ressources budgétaires du ministère des armées et des anciens combattants.

L'unité monétaire est l'euro.

### **12.3 Mise au point de l'accord-cadre**

Conformément aux dispositions de l'article R. 2152-13, et en accord avec le soumissionnaire retenu, l'acheteur peut procéder à une mise au point des composantes de l'accord-cadre avant sa signature. Cependant, cette mise au point ne peut avoir pour effet de modifier des caractéristiques substantielles de l'offre ou de l'accord-cadre.

### **12.4 Anomalies décelées**

Si le candidat remarque une anomalie technique sur les documents qui lui sont remis, il est invité à contacter le service le plus rapidement possible et en tout état de cause avant la remise des dossiers.

### **12.5 Langue**

L'ensemble des documents fournis au titre de la présente procédure doivent être rédigés en français ou accompagnés d'une traduction en français.

## **Article 13. RENSEIGNEMENTS**

Les candidats qui souhaitent obtenir des renseignements complémentaires peuvent, au plus tard six (6) jours calendaires avant la date de remise des offres, adresser leur demande à l'adresse ci-dessous :

[charlotte.delelis@intra.def.gouv.fr](mailto:charlotte.delelis@intra.def.gouv.fr)

[bruno2.barge@intra.def.gouv.fr](mailto:bruno2.barge@intra.def.gouv.fr)

[severine.damprobe@intra.def.gouv.fr](mailto:severine.damprobe@intra.def.gouv.fr)

ou via la plateforme des achats de l'Etat ([www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr)).

## **Article 14. VOIE DE RECOURS**

Instance chargée des procédures de recours:

Tribunal Administratif de Paris, 7 rue de Jouy, 75181 PARIS cedex 04

Tél.: 01.44.59.44.00 – Fax.: 01.44.59.46.46

Courriel: greffe.ta-paris@juradm.fr

## Scénario 2

POSTE 1 : PLANTES ANNUELLES ET BIANNUELLES				
Variétés	Conditionnement	Quantité	Prix unitaire en € HT	Montant total en € HT
FLEURS D'ÉTÉ				
Chlorophytums comosum océan	Diamètre du pot 15	50		
Géranium Zonal blanc	Pot 14	1700		
Géranium Zonal saumon	Pot 14	800		
Sauges bleues	Godet	1000		
Surfinia	Pot 2L	70		
Impatiens Nouvelles Guinée hybride tango	Pot	60		
Héliotrope	Godet	340		
Bégonias Illuminations Guirlande	Pot 2L	200		
Bégonias blancs	Godet	800		
Bégonias roses	Godet	400		
Bégonias rouges	Godet	400		
Fushia	Pot 2L	30		
Lobelia	Godet	400		
Ageratum	Godet	300		
Œillet d'inde orange	Godet	600		
Œillet de poète	Godet	400		
Ricin Commun	Pot 2L	300		
Scaevola bleu	Godet	600		
Zinnia	Godet	300		
Dichondra argenté "Silver Falls"	Godet	200		
Gazania	Godet	300		
Montant TOTAL en € HT				

Commentaires (toute(s) information(s) jugée(s) nécessaire(s) à la compréhension des coûts) :

.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....  
.....

A , le

**Le candidat**

**Signature du représentant habilité à engager la  
société assortie du cachet de l'entreprise**

## Scénario 4

POSTE 3 : ARBRES, ARBUSTES, PLANTES GRIMPANTES ET ROSIERS				
Variétés	Conditionnement	Quantité	Prix unitaire en € HT	Montant total en € HT
Ligustrum ovalifolium	80/100 cm	10		
Rosier buisson "Frédéric Mistral"	C5L	150		
Rosier pleureur "Nadia Meillandecor"	90/100 cm	20		
Rosier buisson souvenir de Baden Baden	Pot	15		
Photinia Demi-tige	80/100 cm	10		
Photinia x fraseri 'Red Robin'	80/100 cm	40		
Lavandula 'Heavenly Blue'	Pot	180		
Euonymus Fortunei Emerald gaiety	C2L	100		
Hydrangea arborescens 'Annabelle'	40/60 cm	40		
Ligustrum Jonandrum demi-tige	100/125 cm	10		
Taxus baccata	100/120 cm	15		
Laurus nobilis sur tige	80/100 cm	10		
Aucuba japonica Variegata	80/100 cm	5		
Pieris japonica Flaming	80/100 cm	6		
Phormium Tenax	60/80 cm	12		
Buxus sempervirens cône	100/120 cm	5		
<b>Montant TOTAL en € HT</b>				

Commentaires (toute(s) information(s) jugée(s) nécessaire(s) à la compréhension des coûts) :

.....

.....

.....

.....

A

, le

**Le candidat**

**Signature du représentant habilité à  
engager la société assortie du cachet de l'entreprise**



## Scénario 6

POSTE 5 : PRODUITS DIVERS DU JARDIN				
Variétés	Conditionnement	Quantité	Prix unitaire en € HT	Montant total en € HT
Bouillie bordelaise	20 kg	3		
Corne broyée (Engrais organique)	Sac 25 kg	5		
Billes d'argile Naturen	40 L	20		
Copeaux bois naturen Natcopn	40 L	25		
Graine gazon professionnel BHS	Sac 10 kg	5		
Engrais fleurs (Granulé)	Sac 25 kg	15		
Engrais Rosiers (Granulé)	Sac 25 kg	4		
Gazon en plaque (rouleau)	1 mètre carré	10		
Gravier (Mignonette)	M3	4		
Terreaux horticole	Sac 50 L	25		
Terre de bruyère en vrac	M 3	15		
Terre de bruyère	Sac 50 L	10		
Soucoupe	28 cm	15		
Terre végétale	M 3	2		
Montant TOTAL en € HT				

Commentaires (toute(s) information(s) jugée(s) nécessaire(s) à la compréhension des coûts) :

.....  
 .....  
 .....  
 .....

A

, le

**Le candidat**  
**Signature du représentant habilité à**  
**engager la société assortie du cachet de l'entreprise**